

14 La grande interview de la Rédaction

« Je suis pour le retour du sens commun, du vivre ensemble chez nous »

Suite de la page 13

Vous êtes porteuse d'un nouveau projet : la promotion de la famille et les droits de la femme. Pourriez-vous nous en définir les principaux axes, ainsi que les objectifs poursuivis ?

Nous revenons à ce que nous avons abordé tout à l'heure lorsque nous parlions de la situation des veuves. La femme est au centre de la communauté, c'est elle qui éduque, qui est le chef de famille, souvent en Afrique. Il faut donc lui donner la possibilité d'avoir des droits et de pouvoir en jouir. Ce n'est pas parce qu'on a des droits que l'on n'a pas de devoirs. Je vois des femmes avec des enfants qui subviennent toute seule à leurs besoins. Alors on se demande, mais ils sont où les papas ? Il faut ramener les valeurs. On en revient au sens commun. À un moment, il faut prendre ses responsabilités. Je vois aussi beaucoup de femmes mariées vivre avec des hommes qui ne prennent pas leurs responsabilités. S'ils ne le font pas spontanément à un moment donné, il faut bien que les droits de ces femmes et de ces enfants soient protégés. Je rencontre des cas sociaux tous les jours et je me dis qu'il faut vraiment revoir notre code civil.

Aujourd'hui, une femme est violée à 15 ans. Au-dessus de cet âge, ce n'est plus considéré comme un viol. Il me semble qu'il faut revoir tout ça non ? Il est important de ramener la communauté au centre de tout.

Il faut aussi ramener les valeurs traditionnelles, qui n'étaient pas de faire 15 enfants dehors et de les abandonner. Jamais ! C'était s'occuper du village, de la maison. C'est donc important de revoir les lois, de ramener aussi les communautés à s'exprimer sur ces lois-là afin de préserver le côté écologique. Au vu des récents engagements nationaux pris dans le cadre du lancement par le Chef de l'Etat de la Décennie de la Femme, et plus particulièrement de l'ouverture d'une consultation nationale sur les droits de la femme, je souhaite m'investir dans ce projet certes ambitieux mais à mes yeux indispensable pour l'évolution de notre société. Dans un premier temps il me paraît important de faire un état des lieux transverse de la condition féminine (éducation, social, sanitaire, économique...) et des droits de la famille au Gabon. Ensuite, porter un plaidoyer, initier des partenariats institutionnels nationaux et internationaux, porter une réforme des textes, favoriser le renforcement de capacités des acteurs concernés par ces enjeux. Voilà notre nouveau challenge et j'ai besoin de toutes les femmes !

La mise en œuvre ne posera-t-elle pas une fois de plus problème ?

C'est un projet qui va prendre beaucoup de temps et auquel toutes les intelligences et compétences de notre pays doivent travailler, de concert. Une commission va être mise en place. Nous devons tirer leçon des difficultés rencontrées pour la mise en œuvre de la stratégie d'investissement humain pour ne pas retomber dans les mêmes travers. La presse aura aussi un grand rôle à jouer.

C'est un sujet très intéressant ! Je suis pour le retour du sens commun, du vivre ensemble chez nous. J'ai grandi ici, j'étais à l'Immaculée Conception, il n'y avait pas de connotation raciste ni d'aucun autre ordre : tu es blanc, tu es noir, tu es petit, tu es gros, tu es pauvre... J'ai grandi ainsi, dans le vivre ensemble. Les lois pour la femme et la famille consistent à ramener ce vivre ensemble. Vous savez ? Ma grand-



Sylvia Bongo Ondimba : « On a besoin de critiques, ça fait avancer. »

mère était espagnole, mon grand-père alsacien, aujourd'hui, je suis mariée à un Gabonais. Dans mon ADN, c'est le vivre ensemble. Nous sommes 1,5 million d'habitants. Nous pouvons le faire. Nous sommes un joli peuple. Moi, j'y crois, peut-être un peu naïvement, mais sans les rêves, on ne démarre rien. C'est ce vivre ensemble que j'aimerais remettre en avant avec la promotion des droits de la famille et des femmes au Gabon.

Madame, au-delà du fait que votre engagement porte sur plusieurs plans, une certaine opinion entretient une confusion autour des sources de financement de vos actions sociales, malgré le fait que vous vous investissiez beaucoup. Que répondez-vous à cela ?

D'abord, l'État ne me donne rien. J'ai fait faire un audit de mes comptes et ils ont été validés. Je ne pense pas que tous ceux qui parlent ont une association avec un commissaire aux comptes et des comptes validés au Gabon. Un jour, j'ai lu sur un document qu'on me donnait de l'argent, du moins qu'on allait m'en donner. J'étais accusée... J'ai aussitôt appelé la Cour des comptes et demandé qu'on me fasse un audit. Cet audit est là et on peut vous le transmettre. Les seuls fonds sont d'origine privée.

Comment vivez-vous toutes les incompréhensions et critiques faites autour de votre engagement social ? Vous arrive-t-il parfois de penser à tout lâcher ? Comment faites-vous pour résister à cette pression constante ?

On dit que je vis à Londres, c'est dommage. Si ces personnes étaient mieux informées, elles sauraient que ce sont mes enfants qui vivent à Londres, ceci afin de pouvoir mener une vie normale, parce qu'au Gabon, ils seraient traités comme des petit-fils et fils de président. Ils ne grandiraient plus comme n'importe quel enfant. J'ai choisi également Londres pour l'éducation bilingue. Actuellement, l'aîné est revenu au Gabon pour travailler pendant deux ans, il va repartir finir son MBA

à Londres dans un an. Le plus jeune va bientôt avoir 15 ans. Pensez-vous qu'il n'est pas normal pour sa maman d'aller le voir de temps en temps ? Mais dire que je vis à Londres, non ! Je vis au Gabon, mon mari est Gabonais. Je suis Gabonaise...

Je ne donne pas d'importance aux ragots, il s'en dit tellement, sur les uns et les autres... Il est important de garder de la hauteur.

Vous arrive-t-il de penser à baisser les bras ?

Non, jamais ! Je suis du genre si on me met à la porte, je rentre par la fenêtre ! Parfois c'est difficile avec la critique, mais je sais que je suis en paix avec moi-même. Évidemment, tout n'est pas bien, mais ce que je fais, j'essaie de bien le faire, en étant en phase avec ma conscience. J'ai beaucoup de défauts, mais baisser les bras, non. Ce sont les Gabonais qui me font lever le matin. Ce sont ces femmes-là que je sauve, ces enfants... Par contre qu'on me dise qu'il n'y a pas de médecins, voilà ce qui m'énerve le plus, certainement pas les critiques émises depuis des bureaux lambrisés et climatisés.

Depuis plusieurs mois, votre époux à la tête du pays, n'a cessé de faire l'objet de campagne de dénigrement orchestrée aussi bien au Gabon qu'à

l'étranger et dont l'objectif est de lui porter atteinte. Comment vous vivez cet acharnement ?

D'abord, comment lui-même le vit-il ? Il a une sacrée carapace. Parfois, je me demande comment il fait pour rester calme et serein. Bon, c'est son job et cela fait partie du jeu. Ce matin, je regardais le racisme dont a été victime Obama quand il a ouvert son Tweeter... Personnellement, je me mets un peu à leurs places. Vous savez, les critiques qui me touchent le plus c'est lorsqu'on ne parvient pas à remettre en place la santé, l'éducation, les droits des femmes, c'est cela qui m'inquiète le plus. On a besoin de critiques, ça fait avancer. On ne peut pas se permettre de faire tout ce que l'on veut. Après, cela dépend de la qualité de la critique. Si certains pensent que les critiques en-dessous de la ceinture sont plus valorisantes que les critiques liées au bien-être de nos populations... C'est navrant mais, c'est leur choix.

Nous sommes arrivés au terme de notre entretien, un dernier mot ?

La seule chose que je veux dire c'est que je suis Première Dame du Gabon, et c'est le destin qui m'y a emmenée. Ce n'est pas mon métier, mais je le fais avec un engagement sincère, malgré les péripéties.

J'aime ce pays, j'aime les Gabonais. C'est pour moi le plus beau peuple du monde que j'ai rencontré. Si demain, on me dit que je suis d'origine française, je dis mon pays est là dans mon cœur. Je suis arrivée petite au Gabon, et il est dans mes veines, même si mon ADN est français-espagnol. Mon cœur est là, mes enfants sont Gabonais. En tout cas, je suis heureuse, je suis fière d'être la Première Dame de tous les Gabonais.

La Première Dame au Gabon n'a pas de statut, en tout cas, si la petite part de pouvoir que j'ai peut aider à améliorer les choses ou les conditions de vie de certaines personnes, ce sera déjà ça ! Et, mon bureau est ouvert à tout le monde.

« Aujourd'hui, une femme est violée à 15 ans. Au-dessus de cet âge, ce n'est plus considéré comme un viol. Il me semble qu'il faut revoir tout ça non ? Il est important de ramener la communauté au centre de tout. »